

Brochure n° 3170

Convention collective nationale

IDCC : 538. – **MANUTENTION FERROVIAIRE
ET TRAVAUX CONNEXES**

AVENANT N° 86 DU 30 JUIN 2006
RELATIF AUX SALAIRES
À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2006 (ANNEXE III)
NOR : *ASET0650897M*
IDCC : 538

Entre :

Le syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et l'air (SAMERA),

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

La fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services Force ouvrière ;

La fédération des transports STAAAP CFTC ;

Le syndicat de la manutention et travaux connexes, aéroportuaire de Paris et de la région parisienne USPDA CGT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit, fédération nationale CFE-CGC transports,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires

(art. 12 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2006, les barèmes de l'annexe III « Manutention et nettoyage » revalorisant les salaires sont les suivants.

Catégorie employés

(En euros.)

CATÉGORIE d'employés	COEFFICIENT	POUR 151 H 67/MOIS
Niveau I	123	1 254,52
Niveau II	134	1 276,71
Niveau III	144	1 296,89
Niveau IV	154	1 317,07
Niveau V	165	1 339,26
Niveau VI	181	1 371,54
Niveau VII	197	1 402,82

Dans le cas où la valeur du SMIC au 1^{er} juillet 2006 serait supérieure à la valeur du coefficient 123 (1^{er} coefficient de la grille), les parties conviennent de se réunir à la demande de la partie la plus diligente.

Article 2

Indemnité pour travail de nuit

(art. 16 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2006, la valeur de l'indemnité pour travail de nuit sera fixée à 0,913 €.

Article 3

Indemnité de panier

(art. 17 de la convention collective nationale, annexe III)

A compter du 1^{er} juillet 2006, la valeur de l'indemnité de panier sera fixée à 1,122 €.

Article 4

Publicité et signatures

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 et suivants du même code.

Fait à Paris, le 30 juin 2006.

(Suivent les signatures.)